

Convention collective départementale

**IDCC : 1700. – SUCRERIES, SUCRERIES-DISTILLERIES
ET DISTILLERIES
(Guadeloupe)
(18 janvier 1993)**

**PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 7 MARS 2016
RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE POUR L'ANNÉE 2016**

NOR : ASET1650969M

IDCC : 1700

Organisations patronales :

ASSOCANNE

SRIG

Conformément à l'article L. 2242-4, alinéa 2, du code du travail :

« Si, au terme de la négociation, aucun accord n'a été conclu, il est établi un procès-verbal de désaccord dans lequel sont consignées, en leur dernier état, les propositions respectives des parties et les mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement.

Ce procès-verbal donne lieu à dépôt, à l'initiative de la partie la plus diligente, dans des conditions prévues par voie réglementaire. »

Au terme des 11 réunions de la négociation annuelle obligatoire 2016 qui se sont déroulées les 15 décembre 2015, 19, 26 et 29 janvier 2016, puis les 2, 5, 16, 19, 23, et 25 février 2016 et, enfin, le 2 mars 2016, un accord n'a pu être trouvé sur les réponses à formuler à la plate-forme entre représentants patronaux des organisations ASSOCANNE, SRIG, CODERUM et les organisations UGTG et CGTG réunies dans une intersyndicale.

Article 1^{er}

Dernier état des propositions des parties

Point 1 : bilan analytique 2015 des productions de la filière canne-sucre-rhum

L'intersyndicale a formulé la demande d'un bilan analytique.

Les représentants patronaux ont remis des éléments que l'intersyndicale a considérés comme insuffisants.

Point 2 : application de l'accord BINO

L'intersyndicale demande l'application de l'accord BINO.

Les représentants patronaux répondent que l'accord BINO est appliqué dans les entreprises de la filière.

Point 3 : augmentation de salaire

L'intersyndicale demande une revalorisation salariale de 20 € brut mensuels pour l'ensemble du personnel.

Les représentants patronaux proposent une augmentation du salaire de base de 15 € brut mensuels au 1^{er} mars 2016.

Point 4 : augmentation de la valeur faciale des titres restaurants

L'intersyndicale demande une revalorisation de la valeur faciale du titre restaurant de 8 € selon une répartition 50/50 pour l'ensemble du personnel.

Les représentants patronaux acceptent de revaloriser les titres restaurants à 8 € selon la répartition habituelle (50/50) ce qui représente pour un carnet de 20 titres, une revalorisation de 5 € net.

Cette disposition est applicable au 1^{er} avril 2016.

Point 5 : révision de la prime de départ à la retraite

Augmentation de la prime de départ à la retraite : les parties conviennent de porter cette question à la reprise des travaux sur la convention collective.

Point 6 : avancement des ETAM tous les 2 ans

Les parties conviennent de porter cette question à la reprise des travaux de révision de la convention collective.

Point 7 : augmentation de la valeur du point pour les catégories des ETAM A, B C, D

Les parties conviennent de porter cette question à la reprise des travaux de révision de la convention collective.

Point 8 : revalorisation du panier de nuit

L'intersyndicale demande la revalorisation du panier de nuit à OHQ 186.

Les représentants patronaux répondent que « le panier de nuit » étant basé sur la rémunération OQ 180 connaîtra une augmentation automatique du fait de l'augmentation généralisée des salaires et donc n'ont pas répondu favorablement à cette demande.

Point 9 : renégociation de la convention collective canne-sucre-rhum

L'intersyndicale et Les représentants patronaux conviennent de l'engagement suivant :

- dans les huit jours suivant la fin de la campagne sucrière de 2016 les organisations patronales convoqueront une réunion de travail avec les organisations syndicales, les représentants patronaux et la DIECCTE pour établir un calendrier de réunion et les modalités des travaux de révision de la convention collective. »

Point 10 : augmentation de la part patronale de la mutuelle

L'intersyndicale demande l'augmentation de la part patronale dans la prise en charge de la mutuelle de 50 à 70 %.

Les représentants patronaux n'ont pas répondu favorablement à cette demande.

Point 11 : paiement de 3 jours de carence en congé de maladie

L'intersyndicale demande le paiement des 3 jours de carence en congé maladie : demande non satisfaite.

Les représentants patronaux ont répondu négativement à cette demande.

Point 12 : promotion des travailleurs guadeloupéens de la filière canne-sucre-rhum aux postes de responsabilité

Les représentants patronaux indiquent que la filière n'entend pas s'inscrire dans une forme quelconque de discrimination à l'embauche ou dans les promotions autrement que par les compétences et l'expérience.

Point 13 : arrêt des harcèlements des militants syndicaux et respect de l'exercice du droit syndical au sein des entreprises de la filière canne-sucre-rhum

Les représentants patronaux entendent rappeler que l'exercice des mandats syndicaux s'effectue dans le respect le plus large permis des droits de représentation.

Point 14 : insertion d'un préambule des organisations syndicale lors de la signature du protocole

Sans objet, aucun projet de rédaction de préambule n'ayant été remis par l'intersyndicale.

Article 2

Mesures unilatérales

Les parties n'ayant pu aboutir à un accord global sur l'ensemble de ces points dans le cadre des NAO de branche du présent exercice, elles conviennent :

a) De se revoir en commission paritaire sous l'égide du directeur adjoint du travail, dans les 8 jours suivant la fin de la campagne sucrière de 2016 pour étudier les modalités de reprises des travaux sur La convention collective, pour mettre en place un planning de réunion et pour étudier les points suivants :

- point 5 : augmentation de la prime de départ à la retraite ;
- point 6 : avancement des ETAM tous les 2 ans ;
- point 7 : augmentation de la valeur du point pour les catégories A, B, C et D.

b) Par décision unilatérale, les entreprises appliqueront l'ensemble des mesures qui ont été proposées en dernier état, lors de la réunion du mercredi 2 mars 2016 :

- point 3 : revalorisation des salaires de 15 € brut mensuels applicable au 1^{er} mars 2016 ;
- point 4 : revalorisation de la valeur faciale du titre restaurant de 0,50 € pour le porter à 8 € selon une répartition de 50 % pour les employeurs et 50 % pour les salariés. Application au 1^{er} avril 2016.
- point 8 : revalorisation automatique du panier de nuit dont le coefficient reste fixé à OQ 180.

Article 3

Publicité

Le présent procès-verbal fera l'objet des mesures de publicité prévues par le code du travail.

Un exemplaire dûment signé par toutes les parties sera remis à chaque signataire.

Un exemplaire sera déposé au greffe du conseil de prud'hommes de Pointe-à-Pitre.

Un exemplaire sera déposé à la DIECCTE de la Guadeloupe.
Un autre leur sera envoyé par courriel au ministère du travail.
Fait aux Abymes, le 7 mars 2016.

(Suivent les signatures.)